NPA RÉVOLUTIONNAIRES

Démocratie révolutionnaire

Pour une refondation démocratique du mouvement révolutionnaire

Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 397 du 7 septembre 2025

Au sommaire :

- **Le « sacrifice » de Bayrou aiguise les rivalités parlementaires, affaiblit le pouvoir et crée la panique « en haut » face au mouvement qui se prépare par en bas! -** *Isabelle Ufferte*
- **Le nouvel ordre multipolaire de Xi Jinping-Poutine-Modi, l'arrogance impérialiste de Trump ou le désordre mondialisé de la concurrence, du militarisme et de la guerre...** - *Yvan Lemaitre*

Le « sacrifice » de Bayrou aiguise les rivalités parlementaires, affaiblit le pouvoir et crée la panique « en haut » face au mouvement qui se prépare par en bas

La semaine a été ponctuée par les « consultations » et tractations qui, sans surprise, n'ont débouché sur rien d'autre qu'une accélération de la crise politique qui affaiblit le pouvoir aussi vite que Bayrou fait le tour des plateaux télé.

Le « camp présidentiel » s'est réduit à sa plus simple expression, LR a explosé en vol, les Wauquiez, Retailleau et les ex comme Darmanin jouant chacun leur partition sous la pression du RN. Un RN qui se dit prêt à gouverner et réclame la dissolution de l'Assemblée que Macron, réduit à 15 % d'opinions favorables dans les sondages et Bayrou, 14 %, assurent à ce jour ne pas vouloir. Vendredi, ce dernier déclarait sans rire : « *Je me sacrifie pour apaiser les tensions* »... « *Le Président va nommer un Premier ministre qui tentera de former un gouvernement* […] *Je resterai à Matignon le temps qu'un successeur soit trouvé* » !

Le PS n'a lui pas attendu pour offrir ses services. Dès la fin de l'été Faure rassurait qui en avait besoin : « *Nous ne cherchons pas à faire le programme de nos rêves. Nous avons à chercher à bâtir un projet qui peut trouver une majorité* ». Le PS, à qui Bayrou doit d'avoir tenu grâce à son accord de non censure et qui a enfanté Macron et nombre de ceux qui se succèdent depuis des années au gouvernement, tel Lombard à l›Économie et aux Finances, veut croire son heure revenue.

Seule certitude dans l'affolement général, le pot de départ de Bayrou aura bien lieu lundi, le RV est donné dans toutes les villes de France et il s'annonce joyeux… et sans illusion.

Car chacune et chacun mesure que la crise politique en cours est inscrite dans la crise globale du capitalisme qui n'a qu'un remède à sa propre crise, intensifier brutalement l'exploitation, les conditions de travail et de vie de l'immense majorité de la population, la violence sociale. Et cela quels que soient ceux qui seront demain aux manettes.

La dette et la lutte de classe, une politisation accélérée

La chute annoncée n'a en rien suspendu l'offensive en cours. Bayrou a profité de ces derniers jours pour engager de nouvelles attaques contre l'Aide Médicale d'Etat (AME) à laquelle nombre de sans-papiers n'ont déjà pas accès ou qu'ils n'osent pas demander. Une mise en scène démagogique dont les conséquences, dénoncées par toutes les associations, sont dramatiques pour les personnes concernées, en premier lieu les femmes. Un élément de l'offensive politique raciste au service des classes dominantes pour tenter de désarmer et diviser le monde du travail, tout en donnant des gages à l'extrême-droite. En même temps, Bayrou essaie de passer en force pour doubler les franchises médicales alors même que le Conseil national de l'Assurance maladie a rendu un avis défavorable ! Cela, encore et toujours au nom de la dette qui, nous répète-t-on, « *écrase le pays de manière insupportable* ».

Les classes dominantes, Bayrou et leur propagande sur la dette sont en train de politiser à marche forcée une grande partie de la population. Dans tous les groupes militants, AG, réunions syndicales, les discussions, la question de la dette est débattue et décortiquée. Elle augmente de « *plus de 5000 euros par seconde* » a asséné Bayrou. Des militants ont fait un autre calcul : les cadeaux de l'Etat aux entreprises (211 milliards pour la seule année 2023) représentent 6700 euros par seconde, sans compter les fonds versés par les collectivités territoriales et l'Europe !

La conscience de l'opposition entre le Capital et le Travail se fait chaque jour plus intime. L'appauvrissement du plus grand nombre, les privations, la remise en cause de la

Santé, de l'Education, de tous les services utiles à la population pour que s'accélère l'accumulation de richesses par les milliardaires, les grands actionnaires, la finance, deviennent insupportables.

Le sentiment gagne que c'est maintenant que bien des choses se jouent. Plus de 3300 milliards d'euros de dettes, une rente pour les financiers créanciers, l'accélération des crises commerciale, environnementale, du militarisme, la montée des extrême-droites dans le monde et en France, amènent à poser la question de l'organisation économique, de quels intérêts sert l'État, de qui décide. La question de la démocratie, du pouvoir… et des moyens d'agir.

La gauche parlementaire et syndicale tente de ramener le mouvement sur le terrain institutionnel

Le ton radical de LFI, en rupture avec le PS, encourage les militant·es. D'autant qu'elle est la cible de toutes les hostilités, une des dernières attaques étant la plainte des préfets contre Jean-Luc Mélenchon pour « *menaces* » tandis que Retailleau, poète, le traitait d'« *ingénieur en chef des esthètes de la violence* » (!) quelques jours après que le Préfet de Paris, Nunez, a porté plainte contre deux députés LFI pour avoir osé dire que « *la police tue* ». Sans oublier les propos de Glucksmann ou de la candidate PS à la législative de Paris pour qui l'extrême droite et LFI n'ont « *pas exactement les mêmes valeurs* » mais sont « *de grands dangers l'un et l'autre* »…

Mais LFI n'a d'autre perspective qu'institutionnelle, en flattant l'illusion qu'une régulation et une moralisation de l'économie et de la société seraient possibles dans le cadre des rapports de production, de la propriété capitaliste et de l'Etat national. Ses perspectives sont une impasse.

Les directions syndicales, prises à contre-pied, ont pour certaines fini par suivre les structures de base et unions locales, départementales, fédérations qui, sous la pression de leurs militant·es, ont appelé au 10. Mais toutes se sont rangées derrière la CFDT pour tenter un contre-feu le 18 septembre… qui a provoqué incompréhension et colère chez nombre de militant·es pour qui le 18 ne peut être qu'une des suites du 10. La nouvelle dirigeante de la FSU, Caroline Chevé, expliquait cette semaine dans Politis : « *La colère et le sentiment d'injustice sont massifs parmi les personnels. Cela nous oblige à être particulièrement inquiets et attentifs, car cette situation crée des dégâts importants en matière de cohésion sociale* » (!), notant « *une forme de méfiance à l'égard de tout ce qui est perçu comme institutionnel, y compris les syndicats* »… Certes.

Les 8 et 10 septembre et après, la conjonction des colères, des aspirations, des générations pour une autre société

Une grande partie de la presse est depuis une semaine en boucle sur les limites supposées du 10, cherchant à marginaliser ses militant·es. *Europe 1*, propriété de Bolloré, titrait ainsi le 2 septembre : *« Étudiants pro-Mélenchon, anarchistes, black blocs… Les militants d'extrême-gauche ont mis la main sur le mouvement du 10 septembre* […] *bien loin des mouvements souverainistes du début* ». Journaux télé et radios aux ordres tentent de se rassurer et de disqualifier un mouvement inédit qui se construit par en bas et tétanise « en haut ». Les services de renseignement pointent le caractère « *horizontal* » et la difficulté d'anticipation. Retailleau, entre provocation et panique, ordonne aux Préfets d'empêcher « *toute tentative de blocage des infrastructures essentielles* », y compris lycées et facs…

Leur panique fait du 10 d'ores et déjà un succès, expression de la colère, de l'envie de prendre notre revanche sur le 49.3 contre les retraites, une étape dans les profondes transformations qui s'opèrent au sein du monde du travail, dans la jeunesse.

Le mouvement des Gilets jaunes est dans tous les esprits, qui a mis au centre, par-delà ses ambiguïtés, les aspirations démocratiques, la soif de justice sociale, la défiance vis-à-vis des politiciens et de la délégation de pouvoir. Il s'est enrichi de l'ensemble des luttes et de leurs enseignements, de l'impasse du mouvement massif pour les retraites dévoyé par l'intersyndicale, mais aussi de tous les soulèvements pour l'environnement, contre les violences sexuelles et sexistes, contre les violences policières après la mort de Nahel, les luttes étudiantes…

Le mouvement actuel tire sa force des évolutions politiques et des transformations dans les consciences qui se sont opérées depuis 2016 et la lutte contre la loi Travail du gouvernement Hollande dans lequel se sont organisées des assemblées Nuit Debout en marge des organisations syndicales. Les aspirations démocratiques, la volonté de prendre en main ses luttes, d'en discuter les perspectives et les moyens se sont transmises et ancrées de mobilisation en mobilisation.

C'est cette conjonction, ce brassage d'expériences qui sont à l'œuvre, encore fragiles, incomplets. Des ambiguïtés politiques ont été levées avec, pour une grande majorité, une hostilité à l'extrême-droite et à ses idées, au racisme, à la xénophobie, au machisme et sexisme. Une défiance vis-à-vis des institutions et des appareils syndicaux et la volonté assumée de prendre en main nos affaires, de faire de la politique, de contester le capitalisme.

La place importante occupée par les jeunes et les femmes dans les AG et l'organisation du mouvement sont des éléments importants du moment, de même que la préoccupation d'aller vers les quartiers populaires, vers les entreprises, de faire la jonction malgré la fragmentation, les préventions et les préjugés respectifs, les replis qu'entraîne la violence sociale et réactionnaire. Dans les entreprises, des travailleur·ses peu habitué·es à faire grève se renseignent auprès des militant·es.

Les consciences évoluent. La confiance en soi, en notre camp des travailleur·ses, publics ou privés, avec ou sans travail est en train de se construire. Personne ne connaît la suite mais de plus en plus veulent participer à l'écrire.

Alors que s'exprime dans le mouvement le besoin d'unité, de regrouper les forces, les militant·es révolutionnaires, quelles que soient nos organisations ou tendances, avons ensemble un rôle important à jouer tout en nous mettant à l'école du mouvement. Un rôle qui n'est pas seulement d'être partie prenante de sa construction démocratique, mais bien au-delà de contribuer à renforcer les prises de conscience en cours, l'émancipation des jeux institutionnels et des appareils qui les relaient pour s'approprier l'idée que l'avenir dépend entièrement de nous, pour donner un contenu concret, vivant, militant au slogan des Gilets Jaunes « *C'est nous qui produisons, c'est nous qui décidons* », pour s'organiser.

Isabelle Ufferte

Le nouvel ordre multipolaire de Xi Jinping-Poutine-Modi, l'arrogance impérialiste de Trump ou le désordre mondialisé de la concurrence, du militarisme et de la guerre…

Le 3 septembre, à Pékin, Xi Jinping présidait à la mise en scène d'une impressionnante parade militaire à l'occasion du quatre-vingtième anniversaire de la libération de la Chine de l'occupation japonaise. Il affichait ainsi sa force, celle de la Chine tant vis-à-vis de son propre peuple flattant les sentiments patriotiques que vis-à-vis du reste du monde. Il y est apparu entouré de Poutine, Kim Jong-un, et du président iranien, Massoud Pezeshkian, réunis pour la première fois parmi les 26 dirigeants étrangers présents.

Ce défilé venait dans la foulée de la 25e réunion de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), qui s'est tenue deux jours avant, la première depuis le retour à la Maison Blanche de Trump. Les chefs d'Etat et de gouvernement d'une vingtaine de pays et les responsables d'une dizaine d'organisations internationales ou régionales se sont retrouvés dans la mégapole portuaire de Tianjin, dans le nord de la Chine. Les pays membres à proprement parler de l'OCS représentent près de la moitié de la population mondiale et 23,5 % du PIB de la planète. Initialement regroupement sino-russe avec les pays d'Asie centrale autour des questions de sécurité, elle est devenue un des pôles de contestation de la domination occidentale.

Xi Jinping a dénoncé une « *mentalité de guerre froide et de confrontation de blocs, ainsi que des actes d'intimidation* », visant les États-Unis sans les citer, en plaidant pour « *un monde multipolaire juste et ordonné* » ainsi qu'une « *gouvernance plus juste et raisonnable* ».

Trump a réagi avec une ironie brutale dénonçant le complot, « *Veuillez transmettre mes salutations les plus chaleureuses à Vladimir Poutine et Kim Jong-un pendant que vous conspirez contre les États-Unis d'Amérique* ».

Xi Jinping a fait de ce sommet une tribune pour démontrer la capacité de la Chine à se mesurer aux USA et retourner la politique de Trump contre lui pour l'isoler sur la scène internationale. « *La gouvernance mondiale est arrivée à un nouveau tournant* », proclame-t-il. Indiscutablement mais ce tournant est celui de l'exacerbation de la concurrence et du militarisme, son corollaire.

Un sommet symbole de la fin d'une ère

Intervenant deux semaines après la mascarade diplomatique du sommet de l'Alaska voyant Trump afficher ses prétentions vantardes à intégrer la Russie dans son plan de paix impérialiste en Ukraine et, au-delà, à la détacher de la Chine dont les USA ont fait leur principale ennemie, ce sommet se veut le symbole de la fin de l'hégémonie des USA. Cela d'autant qu'au même moment, suite à la réunion de « *la coalition des volontaires* », Macron annonce que « *26 pays se sont engagés à déployer, comme forces de réassurance, des troupes en Ukraine ou à être présents sur le sol, en mer ou dans les airs* » en cas de cessez-le-feu ou d'accord de paix sans avoir le soutien et la participation des USA. La fragilité et les rivalités du camp occidental de l'Otan s'affichent sans détour illustrées et accentuées par le traité commercial humiliant que Trump a imposé à l'Union européenne.

La guerre génocidaire de Gaza est l'expression la plus dramatique de l'impasse et des divisions des puissances occidentales qui ont fait de Netanyahou et du sionisme l'incarnation de leurs dites valeurs démocratiques et universelles. L'escalade génocidaire d'Israël, la guerre par la famine en vue d'occuper la bande de Gaza inclus Gaza ville, provoque une crise politique dont l'Assemblée de l'ONU sera, fin septembre, le théâtre. Le *Washington Post* vient de publier un plan de 38 pages pour le nettoyage ethnique de Gaza, élaboré avec la collaboration de l'ancien premier ministre britannique Tony Blair et discuté à la Maison-Blanche. Il met en œuvre le projet abject avancé par Trump de transformer la bande de Gaza en « *une Riviera* ». « *Nous allons avoir Gaza* [...] *Nous n'avons pas besoin d'acheter. Il n'y a rien à acheter. Nous aurons Gaza* [...] *Nous allons la prendre*. » déclarait ce dernier en février à l'unisson avec le ministre israélien d'extrême droite Smotrich.

L'occupation de Gaza, son annexion ne se réduira pas à une sinistre opération immobilière mais sera un pas supplémentaire dans la conquête de cette région stratégique par les USA, un « *nouveau Moyen-Orient* » sous domination impérialiste directe.

Aux yeux du monde, cette guerre de nettoyage ethnique signe l'effondrement politique et moral de la première puissance mondiale, de l'oligarchie financière qui lui dicte sa politique et entraîne le monde dans une folle guerre commerciale. Elle signe la faillite des vieilles puissances coloniales et impérialistes qui ont dominé et pillé le monde pendant des siècles.

Une nouvelle ère a commencé à travers l'émergence de nouvelles puissances capitalistes et l'intégration de toutes les nations au marché capitaliste mondial, le développement d'un capitalisme financiarisé mondialisé. S'opposer aux vieilles puissances occidentales, à l'hégémonie américaine ne jette cependant pas les bases d'un nouvel ordre mondial. Bien au contraire, en restant prisonniers du marché capitaliste, les pays qui ont émergé des luttes de libération nationale au lendemain de la Seconde guerre mondiale se sont pliés à ses règles de la concurrence, du militarisme, de l'expansionnisme contre les travailleur·ses et les peuples. Ils participent à la décomposition du mode de production capitaliste.

« *La renaissance de la nation chinoise est inarrêtable* »

« *La renaissance de la nation chinoise est inarrêtable et la noble cause de la paix et du développement de l'humanité triomphera assurément.* […] *Aujourd'hui, l'humanité fait de nouveau face à un choix entre la paix ou la guerre, le dialogue ou la confrontation.* » a déclaré Xi Jinping identifiant le développement de la Chine au développement progressiste de l'humanité. Il reprend le discours messianique qui fut celui des USA construisant au siècle dernier leur domination sur le monde.

Il serait aveugle de prendre ces discours au sérieux. La réalité économique et sociale est tout autre.

La Chine, ancienne colonie devenue la deuxième puissance mondiale, affronte les USA et les vieilles puissances coloniales et impérialistes en développant une politique qui, derrière le masque du multilatéralisme, du dialogue et de la coopération obéit aux mêmes types de rapport entre les nations que ceux qu'impose avec brutalité et arrogance la première puissance mondiale. Elle construit des alliances à géométrie variable en fonction d'intérêts économiques et commerciaux, géostratégiques qui répondent à ses propres besoins dans un monde capitaliste sans amarre, sans autre régulation que des rapports de force « *multipolaires* » sans qu'aucune puissance ne puisse aujourd'hui prétendre ou imaginer s'imposer comme le firent les USA après la Seconde guerre mondiale prenant la place de l'Angleterre ayant perdu son empire et ses colonies.

La diplomatie chinoise répond à ses besoins de nouvelle puissance capitaliste. « *Nous devons tirer parti de la force de nos marchés gigantesques et de la complémentarité économique entre les États membres, et améliorer la facilitation des échanges commerciaux et des investissements* » a souligné Xi Jinping.

Cette politique est sous-tendue par un accroissement des dépenses militaires qui atteignent environ 230 milliards d'euros, les deuxièmes dans le monde après celles des USA, 3 fois plus élevées.

La guerre commerciale est indissociable du militarisme, ce qui ne signifie pas contrairement à ce que laisse entendre la propagande occidentale invoquant la menace russe et chinoise pour justifier la politique de réarmement que le monde soit en marche vers une troisième guerre mondiale du type de celle de 14, une guerre impérialiste pour le partage du monde.

Trump le dit et le répète, « *nous avons les forces militaires les plus puissantes au monde, de loin, et ils n'utiliseraient jamais les leurs contre nous. Croyez-moi, ce serait la pire chose qu'ils puissent jamais faire* ». L'équilibre de la terreur atomique rend peu probable, même si rien ne peut être exclu, une confrontation militaire pour le leadership mondial qui serait un cataclysme. La possibilité d'un nouvel ordre mondial fondé sur la domination d'une seule grande puissance n'est plus à l'ordre du jour. Le capitalisme mondialisé ne connaît aujourd'hui d'autre régulateur que la concurrence, le militarisme et les guerres entre grandes puissances par peuples interposés, le chaos sans fin. « *La renaissance de la nation chinoise* » est condamnée à se plier aux limites du marché capitaliste, de l'accumulation capitaliste et de l'exploitation du prolétariat ainsi qu'aux ambitions de ses propres alliés et celles des puissances dominantes. Les grandes puissances sont minées de l'intérieur par des contradictions de classes de plus en plus vives qui les affaiblissent sur la scène internationale et le terrain de la guerre. C'est vrai pour Trump, pour les puissances européennes déchues mais aussi pour la Chine sans parler de la Russie. Ces contradictions portent en elles la décomposition du capitalisme mondialisé et appellent une nouvelle révolution.

« *La danse du dragon et de l'éléphant* »

« *Le monde est en pleine transformation. La Chine et l'Inde sont les deux plus anciennes civilisations, les deux pays les plus peuplés et les plus importants du Sud mondial. Il est essentiel que nous restions amis et bons voisins – le dragon et l'éléphant doivent s'unir* », a déclaré emphatique Xi Jinping se félicitant du camouflet infligé à Trump par la présence en Chine - pour la première fois depuis sept ans - de Modi, le président d'extrême droite indien. La politique de Trump, ses volte-face sur la guerre en Ukraine, son mépris des nations et du multilatéralisme, la guerre commerciale qu'il mène contre tous ses partenaires, ont semé le chaos et la confusion. Les USA, depuis plus d'une décennie, cultivent leurs relations avec l'Inde dans l'objectif d'isoler la Chine jusqu'à ce que, début août, Trump tente de contraindre l'Inde à se soumettre en doublant les droits de douane sur les exportations indiennes vers les États-Unis, les portant à 50 %. D'où la rupture.

Ceci dit, Modi n'a pas l'intention de rompre définitivement ses relations avec les États-Unis. En route pour le sommet de l'OCS, il s'est arrêté à Tokyo où il a salué le travail du Quadrilateral Security Dialogue ou Quad, un pacte militaire avec le Japon, les États-Unis et l'Australie et repris la propagande américaine à son compte : « *En tant que démocraties dynamiques, économies ouvertes et sociétés pluralistes, nous sommes attachés à un Indo-Pacifique libre, ouvert et inclusif* », dirigé contre la Chine « *autoritaire* ».

À l'instar des autres membres de l'OCS, l'Inde poursuit de façon cynique et agressive ses intérêts dans un contexte d'accentuation de la crise économique internationale en particulier du fait des mesures de guerre commerciale de Trump, ainsi que de l'intensification des tensions géopolitiques et militaires. Ravagés par les tensions sociales internes et divisés par de nombreux conflits non résolus, aucun d'entre eux ne représente une issue progressiste à l'explosion mondiale du militarisme et à la marche à la faillite du système capitaliste.

Modi illustre les limites et ambiguïtés de l'OCS qui n'est qu'une organisation parmi d'autres qui permettent à Pékin de mener sa politique expansionniste comme les réunions des BRICS.

L'OCS n'est en rien comparable à l'Otan, véritable alliance militaire impliquant une solidarité de ses membres. Les vieilles puissances occidentales gardent, malgré leurs rivalités, une cohérence militaire qu'elles sont les seules à avoir.

La défense de l'ONU et du multilatéralisme, un faux-semblant diplomatique pour une politique de « *la paix par la force* »

Pour donner du crédit à sa diplomatie Xi Jinping invoque la défense du « *système international, dont les Nations unies constituent le pilier central* » et dit « *soutenir le système commercial multilatéral, dont l'Organisation mondiale du commerce constitue le pilier central* ». Il se dit le continuateur de l'ONU dont il a reçu le secrétaire général, António Guterres, comme si sa politique et ses relations avec les dictateurs réunis à Tianjin s'inspiraient du respect du droit international en particulier du droit des peuples.

Poutine a profité du sommet pour nier toute responsabilité dans la guerre d'Ukraine. « *Cette crise n'a pas été déclenchée par l'attaque de la Russie en Ukraine, elle est le résultat d'un coup d'Etat en Ukraine, qui a été soutenu et provoqué par l'Occident* », a-t-il déclaré, imputant la guerre en Ukraine « *aux efforts constants de l'Occident pour entraîner l'Ukraine dans l'OTAN* ». Si la responsabilité des puissances occidentales est évidente dans la guerre par procuration qu'elles mènent contre la Russie, elle n'efface en rien celle de la politique grand russe agressive de Poutine. A aucun moment la Chine n'a condamné la Russie avec laquelle elle se félicite d'avoir une relation de « *collaboration stratégique complète* ».

Et si, dans la déclaration commune adoptée par le sommet, les dix États membres de l'OCS ont fait part de « *leur profonde préoccupation face à l'escalade continue du conflit israélo-palestinien* » et condamné « *fermement les actes qui ont entraîné de nombreuses victimes civiles et catastrophes humanitaires dans la bande de Gaza* » pour souligner « *que la seule façon d'assurer la paix et la stabilité au Moyen-Orient est de résoudre le problème palestinien de manière globale et juste* », la déclaration reste tout à fait platonique de la même façon que la dénonciation de « *l'agression militaire lancée par Israël et les États-Unis contre l'Iran en juin 2025* ».

La politique internationale de la Chine s'inscrit dans le même cadre que celle des USA, la négociation de « *la paix par la force* ».

Le désordre du capitalisme financiarisé, multipolaire et mondialisé appelle un ordre mondial fondé sur la coopération des travailleur·ses et des peuples

La mondialisation capitaliste, le développement de liens multiples d'interdépendance entre les nations, des échanges et du commerce mondiaux qui, malgré la guerre commerciale, ne cessent de progresser, appellent une réorganisation de la façon dont les hommes produisent et échangent.

Depuis le début des années 1950, les échanges mondiaux ont été multipliés par 45 en volume.

Cette situation entre en totale contradiction avec la concurrence et les rivalités qui régissent les relations entre les nations à l'échelle de la planète et représentent un énorme gaspillage du fait de l'organisation de l'économie dans le but du profit et du fait du militarisme et des guerres qui en sont l'inévitable corollaire. Elle est un des moteurs de la crise écologique et du dérèglement climatique et l'absence de planification, la logique aveugle du profit et de la course à la rentabilité financière menacent d'un effondrement la production et les échanges.

Le monde multipolaire exige une coopération des peuples, une planification démocratique, c'est-à-dire une révolution sociale afin d'ériger un nouveau mode de production répondant aux besoins de l'humanité, son bien-être, son développement culturel et matériel en accord avec la nature et débarrassé de l'exploitation et de la guerre.

Yvan Lemaitre